

LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 16 DECEMBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) **Toujours pas en prison !**
- 2) **« Taisez-vous Elkabbach ! »**
- 3) **Valls prend les gens pour des C...**
- 4) **Sa France...**
- 5) **Il fait son nid**
- 6) **Les querelles de la famille Le Pen**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) L'affaire du mariage suspect qui inquiète les époux Balkany



Patrick et Isabelle Balkany, en décembre 2015 (MAXPPP)

C'est un mariage assez étrange auquel s'intéresse la justice et qui inquiète Patrick Balkany, le député-maire de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), ainsi que sa première adjointe et épouse, Isabelle Balkany. Selon des informations révélées par franceinfo mardi 13 décembre, le parquet de Nanterre vient d'ouvrir une enquête préliminaire pour abus de faiblesse. En cause : un mariage, qui aurait pu aider à débloquer une opération immobilière au bénéfice d'un proche de Patrick Balkany.

L'appartement du marié, clé d'un vaste projet immobilier

La cérémonie s'est déroulée en juin 2014 à Levallois-Perret. Six personnes sont alors rassemblées dans la salle des mariages de la ville. Les deux mariés bien sûr, le maire Patrick Balkany, ainsi que trois témoins qui se connaissent bien : Isabelle Balkany, le mari d'une des adjointes au maire et un conseiller municipal. La cérémonie ne dure qu'une dizaine de minutes. Elle ne sera jamais publiée dans le bulletin municipal.

Veuf depuis deux ans, décrit comme très isolé, le marié a une soixantaine d'années. Il a rencontré sa femme très peu de temps auparavant. Quant à l'épouse, elle est employée municipale à la mairie de Levallois-Perret. Elle est une proche du couple Balkany... mais elle ne connaît pas du tout la famille de son mari, qui n'est pas informée de la tenue du mariage.

La famille du marié dénonce une manipulation

Plus étrange encore : voilà des mois que le sexagénaire refuse de vendre son logement à un promoteur immobilier. Cette société, dirigée par un proche de Patrick Balkany pour le compte d'un homme d'affaires de Dubaï, souhaite construire un immeuble à Levallois. Afin de lancer ce vaste projet immobilier, elle a besoin de la propriété de cet homme, ultime parcelle à acquérir. En février 2015, huit mois après le mariage, l'homme finit par signer la vente de son logement.

Après la signature, le sexagénaire part vivre en Normandie. Le couple se sépare quelques mois plus tard. La famille du marié dénonce une manipulation et porte plainte pour abus de faiblesse. Tous les participants au mariage ont été entendus par la police judiciaire, dont Isabelle et Patrick Balkany. Tous contestent la théorie du

mariage monté de toutes pièces.

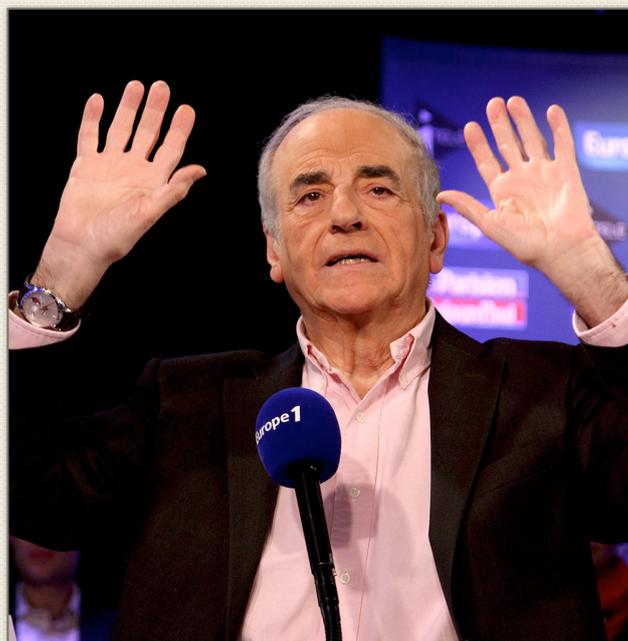
Contactée par franceinfo, la mariée conteste également l'accusation. Le couple Balkany est resté injoignable. Patrick Balkany a répondu dans l'après-midi sur Facebook. Quant au projet immobilier, il est aujourd'hui en chantier. Le permis de construire de l'immeuble de 22 appartements a été délivré en octobre 2015. La construction devrait être terminée en novembre 2017.

francetvinfo.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Europe 1 demande à Elkabbach de se taire un peu

Aude Dassonville



Jean-Pierre Elkabbach en 2013. Photo :DELPHINE GOLDSZTEJN/

Tandis que les audiences d'Europe 1 continuent de dévisser, le pdg met Jean-Pierre Elkabbach en semi-retraite et change de directeur général.

Qu'en des termes diplomatiques ces choses-là sont dites... Non, Europe 1 ne vire pas Jean-Pierre Elkabbach. La station « renforce l'offre politique du week-end » en lui confiant deux nouveaux rendez-vous a priori dans ses cordes, puisqu'il s'agit de deux interviews d'une dizaine de minutes, menées le samedi et le dimanche à 8h20. Traduction pratique : à partir de janvier, l'intervieweur historique de la rue François 1er, âgé de 79 ans, devra toujours se réveiller de bonne heure, mais uniquement le week-end pour continuer à faire ce qu'il fait depuis 1982. Ses interventions seront juste un peu plus discrètes, voilà tout.

Demander au presque-octogénaire de prendre sa retraite semble hors de portée — en 2014, Philippe Bouvard (85 ans) s'était vu confier Allô Bouvard, chaque samedi et dimanche sur RTL, pour le consoler de devoir arrêter Les grosses têtes. Jean-Pierre Elkabbach continuera d'ailleurs de coprésenter Le grand rendez-vous, chaque dimanche à 10h.

L'histoire retiendra que la primaire de la droite et du centre lui aura été fatale. Publiquement d'abord, le 17 novembre, lors du troisième débat qu'Europe 1 co-assurait avec France 2. Après avoir insinué que Bruno Le Maire ne serait plus grand-chose au soir du premier tour, le journaliste s'était fait reprendre de volée par le candidat outré : « Vous connaissez déjà le résultat de dimanche ? » avait grondé l'ancien ministre de l'agriculture, qui défendait l'idée (saugrenue aux yeux du journaliste !) du nécessaire renouvellement de la classe politique.

La séquence faisait étrangement écho au face-à-face entre le même Elkabbach et Georges Marchais, près de quarante ans plus tôt. S'estimant déconsidéré, le secrétaire général du parti communiste avait jugé « désagréable de discuter » avec son interlocuteur — une joute synthétisée par l'humoriste Thierry Le Luron d'un « Taisez-vous Elkabbach ! » resté dans les mémoires.

Rumeur médiatique

Que son attitude ce soir-là lui ait valu de vives critiques, Jean-Pierre Elkabbach n'en a vraisemblablement pas eu cure — en 56 ans de carrière, il en a vu d'autres. Mais au soir du premier tour de la Primaire à droite, cela a dû lui faire tout drôle de voir Nicolas Sarkozy éliminé de la compétition. Depuis, la rumeur médiatique s'était remise à courir sur son éviction prochaine :

l'ancien président de la République ne passait-il pas pour son meilleur défenseur auprès d'Arnaud Lagardère, le patron du groupe ? Sarkozy hors course, le scénario initial d'une sortie honorable après la présidentielle pouvait être réécrit. D'autant qu'une nouvelle fois, son meilleur ami Ramzi Khiroun, bras droit du même Arnaud Lagardère, était lui aussi donné partant...

Ces événements n'auraient peut-être pas eu les mêmes incidences si les audiences d'Europe 1 avaient été bonnes. Or elles ne cessent de cumuler les records négatifs depuis des mois ! Vendredi, les chiffres intermédiaires de Médiamétrie laissaient entrevoir un nouveau fiasco pour janvier ; à moins de s'en remettre au Père Noël, Denis Olivennes, président de Lagardère Active et PDG d'Europe 1, pouvait de plus en plus difficilement rester les bras ballants.

Désir de renouveau dans la société

Etrangement, les audiences de Jean-Pierre Elkabbach n'étaient pas désolantes, merci pour lui. Mais « le désir de renouveau qui s'exprime dans la société devait nous faire évoluer », explique une source en interne. De nouveaux mouvements sur la grille de programmes devraient bientôt suivre ceux que l'organigramme subit aujourd'hui. Fabien Namias, directeur de la station, perd ses prérogatives sur les programmes et voit son périmètre revenir à la seule information — c'est lui qu'on entendra désormais du lundi au vendredi à 8h20.

A sa place, Denis Olivennes a nommé l'un de ses plus fidèles « lieutenants » depuis ses années Canal + : Richard Lenormand, le directeur du pôle radio-tv et à ce titre déjà patron de Virgin, RFM et Gulli. Placés sous son autorité, Fabien Namias devra vite apporter des changements à la matinale (le « prime-time » de la radio) et Nathalie André, nommée aux programmes cet été, concentrer tous ses efforts sur les après-midis. Sinistrées depuis le départ de Laurent Ruquier et son remplacement par Cyril Hanouna, elles continuent de perdre des auditeurs sous la houlette d'Alessandra Sublet. La tempête qui agite Europe 1 n'a pas fini d'envoyer des bourrasques.

telerama.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Manuel Valls a utilisé six fois le 49-3 et veut maintenant le supprimer

Le candidat à la primaire de la gauche trouve désormais le procédé "dépassé" et "brutal" après l'avoir qualifié il y a quelques mois d'"acte démocratique".

L'Obs

"Je proposerai, hors texte budgétaire, de supprimer purement et simplement le 49-3." La proposition n'est pas signée Benoît Hamon ou Arnaud Montebourg, encore moins Gérard Filoche. Mais bel et bien de... Manuel Valls !

L'ancien Premier ministre qui, en deux ans, a six fois fait usage de l'outil législatif qui permet de passer en force, affiche soudain et sans blêmir des réticences.

"Je connais parfaitement les effets pervers du 49-3. Dans la société de la participation dans laquelle nous vivons, son utilisation est devenue dépassée et apparaît comme brutale", a-t-il argumenté sous le regard pour le moins surpris du journaliste Patrick Cohen.

"Il faudra engager très vite cette réforme. A la rentrée 2017, avec le Parlement, soit à travers le Congrès, soit en consultant directement le peuple, et c'est sans doute la bonne solution", a poursuivi le candidat sur France Inter.

Quand Valls défendait cet "acte démocratique"

A la tête du gouvernement, Manuel Valls y a eu recours de très nombreuses fois pour faire adopter le projet de loi Macron sur la croissance en 2015 et le projet de loi El Khomri sur la réforme du code du travail en 2016.

Interrogé le 26 mai sur RMC, le Premier ministre expliquait alors :

"Le 49.3, c'est dire aux parlementaires : 'Si vous ne voulez pas de cette politique, de cette loi, vous avez la possibilité de renverser le gouvernement.' C'est donc bien de se soumettre au jugement des parlementaires. C'est tout l'inverse d'un passage

en force et c'est donc un acte qui est démocratique."

Un appétit pour cet outil qui lui a valu cet article du site parodique Le Gorafi intitulé "*Manuel Valls va utiliser le 49.3 pour être le seul candidat des primaires du PS*".

A gauche les premières réactions n'ont pas traîné. Le député socialiste Laurent Baumel a raillé l'ancien Premier ministre :



Laurent Baumel @laurentbaumel
En juillet vive le 49-3, en décembre à bas le 49-3...qui a dit que la parole pol est une langue morte? #valls...
9:39 AM - 15 Dec 2016

De son côté, la sénatrice EELV Esther Benbassa s'interroge :

"Et la loi Travail, il veut l'abroger aussi? »

E.G.L'Obs Journaliste



IV) A Paris, Benoît Hamon expose sa «France de demain»

Par christophe Gueugneau

Dans le gymnase Japy plein à craquer – 2 500 personnes selon les organisateurs –, le candidat à la primaire du PS a déroulé pendant près de deux heures son programme, s'adressant notamment aux jeunes actifs, ces « citoyens neufs ». Sans omettre d'égratigner les autres candidats à la primaire, ainsi qu'Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon.



La salle du gymnase Japy se remplit avant le meeting de Benoît Hamon © CG

La responsable presse de Benoît Hamon fait le tour des journalistes et jubile. « On va avoir un peu de retard, il y a 200 mètres de queue dehors. On est victime de notre succès », explique-t-elle peu après 20 heures mercredi 14 décembre. Le candidat à la primaire du PS tient son grand meeting parisien au gymnase Japy, « un symbole pour la gauche », avait-il expliqué la semaine dernière. La salle est pleine, « 2 500 » selon les organisateurs (le gymnase contient 1 500 places et il était plein avec des gens debout). Beaucoup de jeunes trentenaires, la cible officielle de la campagne de Hamon.

Depuis jeudi soir et sa prestation sur France 2, dans « L'Émission politique », Benoît Hamon et ses proches estiment avoir le vent en poupe – même si l'audience a été relativement faible pour le programme. « Depuis France 2, on a cinq fois plus de fréquentation sur le site », affirme dans un sourire Régis Juanico, député de la Loire. « Dans les enquêtes d'opinion, on progresse sur tous les points positifs et on est même loin devant », décrypte Mathieu Hanotin, le directeur de campagne de Benoît Hamon, avant de détailler des chiffres que Mediapart, qui ne commente ni

ne commande des sondages, ne rapportera pas ici.

Avant l'entrée en scène du candidat, le speaker remercie longuement les élus présents ce soir. Manière de dire que Hamon a des soutiens politiques, alors que Manuel Valls, Vincent Peillon et Arnaud Montebourg se livrent depuis quelques jours à une guerre de com' sur le sujet. « Nous sommes très nombreux, vous êtes très nombreux », répète le porte-micro, haranguant la foule qui répond par des cris et des applaudissements. On voit que le meeting d'Emmanuel Macron, plus de 12 000 personnes (15 000 selon certains) réunies samedi à Paris, est passé par là et a marqué les esprits. Même si Mathieu Hanotin s'en défend. Le speaker égratigne Valls en passant : « Vous savez, la semaine dernière, un ancien premier ministre a déclaré sa candidature et a fait un meeting à Audincourt [dans le Doubs – ndlr] et il a réuni 250/300 personnes. Eh bien on est beaucoup plus ce soir. »

Il faut dire que Benoît Hamon doit mener des guerres inattendues. Depuis son entrée en campagne, Manuel Valls, l'ancien premier



Pendant le discours de Benoît Hamon à Japy © CG

ministre, se présente comme le « révolté », le candidat « antisystème », le « challenger » qui partirait bon dernier mais essaierait de remonter. Hamon a subitement perdu son titre de jeune espoir, ce que les commentateurs présentaient comme la surprise possible de la primaire, façon François Fillon. Mais parti le plus tôt (en août), il a désormais le double avantage d'être clairement positionné à la gauche du PS – ce qui l'éloigne d'autant de Macron – et d'avoir bien avancé sur le programme qu'il compte mettre en œuvre.

C'est ce programme qu'il a longuement – quasiment deux heures de discours – développé mercredi soir à Paris. Non sans égratigner ses adversaires. On a pu lui reprocher, lors de sa prestation sur France 2, de n'avoir pas pris assez de distance avec le bilan du quinquennat. Il s'y est essayé mercredi. Jugeant d'abord que le bilan de la présidence Hollande n'était pas « totalement indéfendable », Benoît Hamon a immédiatement après estimé que « la social-démocratie a[va]it échoué sur sa promesse la plus forte : le social et la démocratie ».

Pour étayer ses dires, il a cité quatre « stigmates » : le Smic, qui a plus augmenté sous Sarkozy que

sous Hollande ; les 10 000 places de prison supplémentaires à la fin du quinquennat ; le fait que certains à gauche puissent se vanter des expulsions des migrants et des migrantes ; enfin, la baisse de rémunération des heures supplémentaires prévue par la loi El Khomri. À ce propos, le candidat a déclaré : « Nous avons eu le CICE, 40 milliards pour les entreprises, mais ça n'a pas suffi, il a fallu faire l'offrande du droit du travail. »

Plus tard, Hamon a estimé que ce quinquennat avait été « décisif » pour « l'indifférenciation droite-gauche, l'indifférenciation entre l'action menée par la gauche et l'action menée par la droite ». Sans nommer Emmanuel Macron ou Jean-Luc Mélenchon, il a regretté « voir aujourd'hui des hommes se poser en procureurs des partis pour créer eux-mêmes un parti, dans une position césariste et tribunitienne ». « Puisqu'il paraît que les candidatures doivent être des révoltes, a-t-il par la suite lancé en référence à Manuel Valls, je ne dirigerai ma révolte contre personne, je m'abstiendrai de faire des attaques directes. » « J'ai des désaccords avec Valls, Montebourg, Peillon, Mélenchon, j'ai des



Benoît Hamon au gymnase Japy à Paris © CG

désaccords totaux avec Macron », a-t-il ajouté.

Autre coup de griffe, sur l'Europe cette fois. Après avoir déploré que l'Eurogroupe vienne de suspendre l'allègement de la dette grecque pour empêcher le premier ministre, Alexis Tsipras, de mettre en place deux réformes sociales (un treizième mois de pension pour les petites retraites et la suspension de la hausse de la TVA), Hamon a développé sa vision de l'Union. « Nous avons négligé l'essentiel : le fait de construire des alternatives européennes de gauche », a-t-il estimé. Avant de plaider pour un rapport de force assumé avec la chancelière allemande Angela Merkel. Mais, a-t-il précisé, « je ne vais pas vous faire le numéro sabre au clair, ça peut se dire tranquillement, ça peut être argumenté. Je ne suis pas pour une stratégie de la vaisselle cassée ».

Mais l'essentiel de son discours a consisté à dérouler son programme, et à s'adresser à son cœur de cible : les jeunes actifs. Ces « citoyens neufs » qui demandent les moyens de faire garder leurs enfants, s'inquiètent de leur santé et de la santé de la planète, qui veulent que la société « s'adapte à la rareté du travail ». « Je veux leur dire l'importance à mes yeux qu'ils fassent

irruption dans ces processus en 2017 », a-t-il dit, avant de parler de la « France de demain ». D'où sa proposition phare : le revenu universel d'existence (nous en avons parlé ici). « Ne nous racontons pas d'histoire, si le seul moyen de financer notre système social c'est le travail, nous n'y arriverons pas. Il faut repenser radicalement notre système social. »

Hamon propose également trois référendums dès le 19 juin, premier tour des législatives, s'il est élu : le droit de vote pour les étrangers aux élections locales, la reconnaissance du vote blanc et ce qu'il appelle le « 49-3 citoyen », la possibilité donnée aux électeurs de forcer l'exécutif à aller au référendum sur un texte voté par le Parlement.

LAPRESSEENREVUE.EU

Il a par ailleurs défini son concept de « République bienveillante ». « Trop de nos compatriotes font l'expérience de l'inégalité plutôt que l'égalité, de la discrimination plutôt que la fraternité, de la contrainte plutôt que de la liberté », a-t-il expliqué. Hamon propose ainsi de créer, pour lutter contre les discriminations, une « police des discriminations, constituée d'un millier de fonctionnaires entièrement dédiés au contrôle des discriminations » dans l'emploi, le logement ou les loisirs. Il propose également de mettre en œuvre des récépissés de contrôle d'identité, une promesse de François Hollande aussitôt oubliée.

« Vous verrez, vous verrez, on va gagner », a-t-il lancé à la fin de son discours, avant de citer Albert Camus. « Ensemble, unis, rassemblés, nous pouvons faire battre à nouveau le cœur de la France [son slogan de campagne – ndlr] », a-t-il ajouté sous de longs applaudissements. À Japy mercredi soir, les cœurs battaient ; il faudra à Benoît Hamon que le rythme se propage au-delà s'il espère l'emporter à la primaire.

mediapart.fr

V) Gérard Filoche sur la primaire à gauche : "J'ai mes parrainages mais je parie qu'on va m'évincer"

Etienne Girard

Gérard Filoche, le candidat le plus à gauche de la primaire du PS, affirme ce jeudi, date limite du dépôt des candidatures, avoir réuni suffisamment de parrainages pour se présenter. Mais il dit redouter une "entourloupe" de la direction du parti...

Gérard Filoche veut se présenter à la primaire de la "Belle alliance populaire" (BAP). S'il affirme ce jeudi 15 décembre, date limite du dépôt des candidatures, avoir réuni pour cela suffisamment de parrainages de membres du Conseil national

du PS, l'inspecteur du travail de 70 ans craint de subir une "entourloupe" de la part de Jean-Christophe Cambadélis et de la Haute autorité de la primaire. Il s'en explique à Marianne.



Gégard Filoche affirme avoir réuni suffisamment de parrainages pour participer à la primaire de la gauche. -Tristan Reynaud/SIPA

Marianne : Avez-vous suffisamment de parrainages pour vous présenter à la primaire de la "Belle alliance populaire" ?

Gérard Filoche : N'avez aucun doute là-dessus. J'ai réuni la signature de 17 ou 18 membres du Conseil national du PS. Il en faut 15, donc c'est bon.

J'ai aussi le soutien d'une députée et 13.500 signatures de militants, principalement du PS. Qui peut en dire autant parmi mes adversaires ? Personne. Mes représentants viennent de déposer cela, à 17 heures.

Pouvez-vous nous donner la liste de ces parrains ?

A partir du moment où la Haute autorité ne divulgue pas ces noms, je ne souhaite pas le faire. Mes parrains ne sont pas obligatoirement mes soutiens, ils peuvent aussi m'aider dans un souci de pluralisme.

Or, ils subissent des pressions et si je dévoile publiquement leurs noms, ce sera pire.

Pourquoi êtes-vous inquiets quant à la validation de votre candidature ?

Parce que la direction du PS ne veut pas de moi ! Depuis hier, ils font dire dans la presse qu'il faut qu'il y ait sept candidats et pas huit...

Je parie d'avance ce qu'il va se passer : on va m'évincer en disant que mes parrainages ne conviennent pas. Ils vont prétendre que mes parrains ne sont pas à jour de cotisation ou quelque chose dans ce goût-là.

Avez-vous averti vos partisans de ce risque en leur demandant de régler leurs éventuels arriérés de cotisations ?

Bien sûr. Mais je m'étonne qu'on ne soit pas aussi scrupuleux avec Vincent Peillon ou Manuel Valls. Et que dire de François de Rugy ou Jean-Luc Bennhamias ? Ils n'ont qu'à amener des signatures, eux aussi (en tant que candidats externes au PS, ils en sont exemptés, nldr). Je parie que François de Rugy ne pourrait même pas trouver 2.500 signatures de militants en sa faveur. Et eux sont candidats, sans souci.

Mais vous savez que les deux derniers sont exemptés de ces règles en tant que représentants de partis "associés" à la BAP...

C'est un problème car la "Belle alliance populaire" n'a pas d'existence juridique ! J'ai fait demander ses statuts par mon avocat à Jean-Christophe Cambadélis : eh bien, il n'y en a pas. D'ailleurs, on le voit bien quand le PRG quitte cette soit-disant BAP puis revient, sans problème.

Ou quand le premier secrétaire affirme qu'il va donner une "wild card" à Emmanuel Macron pour participer à la primaire. Mais pour qui se prend-il ? Moi je n'ai que ma carte vitale mais je suis militant du PS depuis 22 ans et j'estime avoir le droit de me présenter, puisque j'ai les parrainages.

Que ferez-vous si la Haute autorité ne retient pas votre candidature ?

Tout d'abord, j'exercerai un recours sous 24 heures, comme le règlement de la primaire m'y autorise. Si cela n'aboutit pas, je me retirerai, tout simplement.

Je ne peux pas prôner l'unité de ma famille politique et ensuite quitter le PS ou présenter ma candidature de mon côté. D'ailleurs, même si je suis autorisé à concourir, je n'exclus pas de me désister, en faveur du candidat le plus à même de battre Valls.



LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Les querelles de famille secouent le Front national



Marion Maréchal-Le Pen à l'Assemblée nationale, le 1er décembre

Alors que le début de la campagne pour la présidentielle de 2017 approche, le duel entre Marine Le Pen et sa nièce Marion revient sur le devant de la scène. Un problème décidément difficile à régler pour la présidente du FN, estime le Washington Post.

Mais que se passe-t-il au Front national ? Depuis plusieurs mois, de nombreux journaux étrangers suivent de près le mouvement d'extrême droite et s'inquiètent du score historique qu'il pourrait réaliser lors du scrutin de mai prochain. Mais ce 14 décembre, le quotidien américain Washington Post revient dans une longue analyse sur les tensions récentes entre Marine Le Pen et sa nièce, Marion Maréchal-Le Pen, au sujet de la position du parti sur l'avortement. Une affaire qui pourrait fragiliser Marine Le Pen.

Le Front national, c'est avant tout une affaire de famille, rappelle le journal, une "famille au centre de tout, porte-drapeau des populismes d'extrême droite en Europe et véritable establishment de la politique anti-establishment". En quelques années, Marine Le Pen a réussi à changer l'image du parti en coupant les ponts avec son père et ses thèses xénophobes, pour en faire un parti qui surfe – avec un succès certain – sur les peurs des électeurs. Au point que l'hypothèse d'une victoire du FN à la présidentielle est aujourd'hui crédible, alors qu'elle était "autrefois impensable".

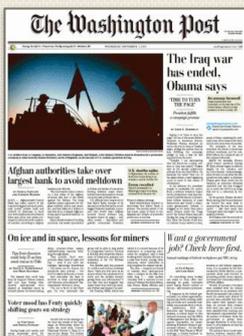
"Pourtant, malgré les succès politiques remarquables de la famille, observe le Washington Post, il y a des troubles dans les rangs – une vive dispute parmi les générations de cette dynastie disruptive au sujet de la direction qu'ils doivent prendre."

À l'origine de ces "troubles" : la nièce de Marine Le Pen, Marion Maréchal-Le Pen, qui, au contraire de sa tante, cherche à se rapprocher de la ligne dure instaurée par son grand-père, notamment sur l'avortement. Alors qu'en mai dernier, Marine Le Pen assurait que l'IVG ne devait pas être "remise en question", sa nièce a assuré le contraire le 5 décembre, assurant que la France devait mettre fin au "remboursement intégral et illimité de l'avortement". Elle est même allée encore plus loin, poursuit le Washington Post, en s'inquiétant de la "banalisation" de l'avortement.

Deux sorties rapidement dénoncées par sa tante, qui a de son côté assuré que ces idées n'étaient "pas dans son programme". Il n'empêche, ajoute le quotidien américain, ce conflit entre la tante et la nièce montre que le Front national n'a pas encore réglé ses problèmes de famille. Et cela pourrait lui nuire dans la perspective de l'élection présidentielle de mai, estime le Washington Post, avant de conclure : "Lors de ce scrutin, Marine Le Pen devra affronter des adversaires d'autres partis. Mais, d'abord, elle doit régler cette querelle familiale."



Source The Washington Post



Washington
Quotidien
475 000
anglais
www.washingtonpost.com

The Washington Post est le grand quotidien de la capitale américaine et l'un des titres les plus influents de la presse mondiale. Situé au centre droit, il est réputé pour la qualité de ses enquêtes, sa couverture très pointue de la vie politique américaine, ainsi que ses nombreux chroniqueurs de tous bords politiques.

Sorti de l'anonymat à partir des années 1930, à la suite de son acquisition par Eugene Meyer, le journal a connu son heure de gloire sous la houlette de sa fille, Katharine Graham. La publication des rapports secrets du Pentagone sur

la guerre du Vietnam et, surtout, les révélations sur l'affaire du Watergate dans les années 1970 ont établi sa réputation. Premier quotidien à paraître sept jours sur sept (en 1880) et à charger un médiateur de veiller sur l'indépendance du journal (dès 1970), The WP a souvent su évoluer avant les autres.

En 2013, le journal, contrôlé durant quatre-vingts ans par la famille Meyer-Graham, a été racheté par le patron d'Amazon, Jeff Bezos, après avoir connu une forte érosion de ses ventes. Depuis, le quotidien a mis l'accent sur les nouvelles technologies. Les développeurs et datascientifiques cohabitent dans ses nouveaux bureaux avec les journalistes ; les titres sont souvent plus accrocheurs et adaptés au web.

Jeff Bezos, dont l'arrivée a été vue avec méfiance par une partie de la rédaction, a investi des sommes importantes pour faire émerger un nouveau modèle économique. Après des années de licenciements, 140 journalistes ont été embauchés. Mais les recettes restent insuffisantes et l'avenir du journal suscite toujours des inquiétudes.

Créé en 1996, le site du Washington Post est très complet et attire de nombreux internautes de l'étranger. Il a expérimenté ces dernières années des formats très ambitieux, notamment dans le journalisme immersif.

A Suivre...
La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse
de souhaiter un joyeux anniversaire à
votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com